

Une charte pour la transition agro-écologique

La rédaction d'une charte pour la transition agro-écologique de l'agriculture polynésienne sera entreprise au cours du premier semestre, assure la présidence, dans un communiqué adressé avant-hier aux médias.

Selon l'exécutif local, le développement d'une alimentation durable, "fruit d'une agriculture durable", sera également "encouragé au travers des programmes et activités mises en place dans le courant de l'année sur le financement du XI^e Fonds européen de développement (FED) régional", dont le thème est la transition agro-écologique et le développement de l'agriculture biologique.

Le 21 décembre dernier s'est déroulée, à Paris, la journée de clôture des États généraux de l'alimentation, ouverts le 20 juillet. Cette consultation citoyenne sur le thème de l'alimentation durable avait également eu lieu à Tahiti, les 9 et 10 octobre derniers, avec la tenue de trois ateliers organisés à la présidence. Consultation complétée par un questionnaire en ligne ouvert à la population durant la même semaine.



Photo : archives LDT

Selon l'exécutif local, le développement d'une alimentation durable, "fruit d'une agriculture durable", sera également "encouragé au travers des programmes et activités mises en place dans le courant de l'année sur le financement du XI^e Fonds européen de développement (FED) régional".

Une centaine de personnes et d'élus issus du monde agricole, de l'industrie agroalimentaire, de la distribution, de la restauration mais aussi de l'éducation, de la santé et des services techniques administratifs du Pays avaient ainsi dialogué sur trois

thématiques : réussir la transition écologique de l'agriculture en promouvant une alimentation durable ; renforcer l'attractivité des métiers de l'agriculture et des filières alimentaires et préparer l'avenir pour une plus grande performance environ-

nementale, sanitaire, sociale et économique.

Selon la présidence, la diversité des participants aura permis de "dégager quelques pistes d'action". Le fruit de cette réflexion collective a fait l'objet d'un rapport transmis au minis-

tre de l'Agriculture et de l'Alimentation, Stéphane Travert, en novembre dernier.

Au plan local, l'ensemble des participants avaient été unanimes pour constater la nécessité de faire évoluer l'agriculture polynésienne vers des pratiques

plus respectueuses de la santé des individus et de l'environnement.

"Les consommateurs doivent être le moteur de cette mutation par leur volonté de manger mieux, sain et local", affirme au passage le gouvernement local, dans le communiqué.

"Une communication régulière, transparente et positive construira, ou restaurera, la confiance entre tous les acteurs d'une même filière et avec les consommateurs. Une meilleure organisation des filières, une formation et un suivi technique adaptés des producteurs, des incitations économiques et financières adéquates encourageront la transition agro-écologique de l'agriculture polynésienne et aboutiront à une meilleure répartition des richesses entre les différents archipels polynésiens." L'exécutif assure ainsi que l'ensemble des propositions issues des États généraux de l'alimentation polynésiens seront intégrées dans le schéma directeur de l'agriculture afin d'être traduites en actions concrètes, chiffrées et programmées. ■